

Referenzen und Initialen

CB/BMP
i.A.22.14.7.3

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input checked="" type="checkbox"/> Ja	<input checked="" type="checkbox"/> Norm. <input type="checkbox"/> Dring. <input type="checkbox"/> Flash	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Absender	Seite-Nr.
Presse und Info	1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

\*\*\*

Informations hebdomadaires rapides no 51/90 du 17.12.1990

- 1) Situation Irak/Kuwait am 17. Dezember 1990
- 2) Réunion ministérielle AELE, Genève, 13/14 décembre 1990
- 3) Humanitaere Hilfe fuer die Sowjetunion
- 4) Abklaerungsmission fuer humanitaere Hilfe in Bulgarien
- 5) Négociation avec le RU d'un MOU relatif à la surveillance des marchés financiers

1) Situation Irak/Kuwait am 17. Dezember 1990

1. Repatriierung der restlichen ausreisewilligen Schweizer

Die letzten 6 ausreisewilligen Schweizer sind am 13.12.90 mit dem 'Bundesratsflugzeug' von Amman in der Schweiz eingetroffen. Damit verbleiben nur noch Diplomaten, IKRK-Angehoerige und Doppelbuerger schweizerischer Nationalitaet in Irak resp. Kuwait, die nicht ausreisen wollen.

letzte  
Zeile

12.89 50/000 5/011

Datum: 17.12.1990  
Tel. intern 31.66

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

## 2. Parlamentsdebatte

In Beantwortung von 4 parlamentarischen Anfragen nahm BR Felber am 14.12. ausführlich Stellung zur Haltung des BR und zur Kritik einiger Parlamentarier im Zusammenhang mit der Golfkrise. Der Rat verzichtete auf eine Diskussion.

## 3. Ueberflug der Schweiz

USA haben neues Gesuch fuer Ueberflug Schweiz (zivile Flugzeuge, militaerischer Inhalt, 5-6 x pro Woche) auf Rueckflug (leer) aus dem Mittleren Osten gestellt. Konsultation der verschiedenen Direktionen ergab, dass Gesuch nicht stattgegeben werden soll.

## 4. Zukunft des Krisenstabes

Der Krisenstab (in einer voraussichtlich reduzierten Zusammensetzung) wird sich weiterhin um die noch bestehenden Fragen im Zusammenhang mit der Golfkrise (Wirtschaftsembargo, int. Solidaritaet, militaerische Entwicklung, etc.) kuemmern.

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialien


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

REUNION MINISTERIELLE AELE  
GENEVE, 13/14 DECEMBRE 1990

Le Conseil de l'AELE s'est réuni au niveau ministériel les 13 et 14 décembre 1990 à Genève sous la présidence de M. le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz (D.). Les Ministres ont également eu une réunion avec les organes consultatifs de l'AELE, le Comité des Parlementaires et le Comité consultatif, qui leur ont donné leur soutien complet pour les négociations sur l'Espace Economique Européen (EEE).

Les Ministres ont concentré leurs discussions sur les négociations EEE et sur les relations de l'AELE avec les pays tiers. Sur le plan des négociations EEE, les Ministres ont relevé que suite à leur initiative du 23 octobre dernier (message à la CE), suite à l'offre conditionnelle de retrait des dérogations par les chefs négociateurs à Muri (9.11.90), et suite au papier sur les éléments d'une percée politique remis par les pays de l'AELE lors du HLNG du 22.11.90, les négociations se sont débloquées et la CE a enfin commencé à chercher un rapprochement des positions. Ils ont d'autre part regretté que le Conseil des CE ne se réunisse que le 18 dans la soirée pour préparer la réunion ministérielle AELE-CE du 19.12.90, ce qui fait planer des risques importants sur cette réunion (D., Schuessel (S.) Autriche). Les Ministres ont donné une appréciation de l'état des négociations relativement fidèle à celle développée par le HLNG. D, Mme Nordboe ((N.), Norvège) et M.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum:

Tel. intern \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

Salolainen ((SA.), Finlande) ont relevé avec satisfaction que les pays de l'AELE ont fait preuve d'unité et qu'aucune fissure n'est apparue dans leurs rangs. N. n'a pas manqué de faire un long plaidoyer sur le bien fondé d'un système à deux piliers dans tous les domaines concernés alors que D. et S. insistaient sur une gestion et un développement commun des règles par des organes communs. Mme Gradin ((G.), Suède) a indiqué que la décision du Parlement du 12.12.90 ouvrant la voie à une demande d'adhésion à la CE avait été rendue possible vu que la Suède n'est désormais plus entre deux blocs, que la neutralité est devenue un moyen et n'est plus un objectif et que la CSCE permet d'envisager une politique de sécurité commune en Europe. Le Traité sur l'EEE continue de représenter l'objectif immédiat du gouvernement suédois. M.

Hannibalsson ((H), Islande) a brossé un tableau critique des négociations en soulignant que trop peu avait été réalisé et ceci tardivement; même si une solution dans le domaine de la pêche est encore éloignée, la réunion ministérielle du 19.12.90 devrait donner une impulsion politique aux négociations afin qu'il en résulte un traité équilibré pour toutes les parties contractantes. M.

Brunhardt (Liechtenstein) a informé les Ministres et obtenu leur soutien pour une prochaine demande d'adhésion de son pays à l'AELE.

Sur le plan des relations avec les pays tiers, S. et SA. ont insisté sur la situation économique et politique préoccupante dans les pays de l'Est de l'Europe. La disparition du COMECON le 1.1.91

5.87 80 000 39665

Datum: \_\_\_\_\_

Visum:

Tel. intern \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

rend d'autant plus urgent l'établissement de liens de libre-échange entre ses anciens membres qui le désirent et les économies de marché d'Europe de l'Ouest. Les Ministres ont souligné l'importance de mettre en vigueur des accords commerciaux en parallèle avec la Communauté Européenne. Un programme de coopération technique comprenant un volet financier, pour mettre en oeuvre les Déclarations de Goeteborg (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) sera soumis aux Ministres lors de leur réunion informelle du 1er mars 1991. Les Ministres ont exprimé leur satisfaction face à l'état avancé des pourparlers pour un accord de libre-échange avec la Turquie (entrée en vigueur 1.1.92 avec symétrie dès le 1.1.96). Ils ont approuvé la poursuite de travaux d'experts avec Israël pour la mise sur pied d'un accord de libre échange. Ils ont relevé les difficultés politiques considérables auxquelles la Yougoslavie fait face et les retards inévitables qui en découleront pour un approfondissement des relations commerciales avec ce pays. Les Ministres ont enfin partagé l'opinion selon laquelle l'évolution des relations entre la CE et les pays du Conseil de Coopération du Golfe devrait être suivie de près afin d'éviter tout potentiel de discrimination sur ces marchés.

Les Ministres ont également souligné l'importance de contacts étroits avec le Comité des Parlementaires et le Comité Consultatif et du rôle que leurs membres devraient jouer en une acceptation du futur Traité EEE dans les pays de l'AELE. Les Ministres ont enfin déploré l'échec global de la réunion ministérielle du GATT de Bru-

Datum: \_\_\_\_\_

Visum:

Tel. intern \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

6
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

xelles, malgré les progrès substantiels, atteints dans plusieurs domaines. S. a proposé que les pays de l'AELE prennent l'initiative de donner un nouveau souffle à ces négociations. La prochaine réunion ministérielle AELE se tiendra à Vienne les 22-24.5.91.

5.87 80 000 30665

Datum: \_\_\_\_\_

Visum:

Tel. intern \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja    Nein

Priorität

  

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

### 3) Humanitaere Hilfe fuer die Sowjetunion

Die gemeinsame Abklaerungsmission von Vertretern des Schweizerischen Katastrophenhilfekorps (SKH), der Sektion humanitaere und Nahrungsmittelhilfe der DEH und des Schweizerischen Roten Kreuzes (SRK) kam zu folgenden Schluessen:

1. Es kann nicht von einer Hungersnot gesprochen werden. Vielmehr fehlen einzelne Nahrungsmittel.
2. Bestimmte Bevoelkerungsgruppen sind von der Situation besonders betroffen: Alte, Kranke, Behinderte, alleinstehende Muetter, kinderreiche Familien, etc. Diesen Gruppen muss die Hilfe in erster Linie gelten.
3. Zu den prioritaeleren Beduerfnissen gehoeren ferner jene im medizinischen und logistischen Bereich.

Ueber Art und Umfang weiterer Unterstuetzungsmassnahmen schweizerischerseits wird in Kuerze entschieden werden.

Der am 10.12. gestartete Nahrungsmittelkonvoi (s. 'Informations hebdomadaires' Nr. 50/90) ist am 14.12. abends in Moskau eingetroffen. Mit der Verteilung der Nahrungsmittel an verschiedene soziale Institutionen wurde im Beisein des Delegierten fuer Katastrophenhilfe im Ausland, Charles Raedersdorf, begonnen. Mehrere Freiwillige des SKH sind daran beteiligt.

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja    Nein

Priorität

Norm.    Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

4) Abklaerungsmiſſion fuer humanitaere Hilfe in Bulgarien

Der bulgarische Staatspraesident Jelew richtete am 11.12. ein Gesuch um humanitaere Hilfe im Bereich Nahrungsmittel und Medikamente an den Bundespraesidenten. Der Delegierte fuer Katastrophenhilfe im Ausland, die beiden Vertreter des Bundes in der Abklaerungsmiſſion fuer die UdSSR und ein Vertreter der Politischen Direktion befinden sich diese Woche in Sofia, um die vordringlichsten Beduerfnisse im humanitaeren Bereich abzuklaeren.

5) Négociation avec le RU d'un MOU relatif à la surveillance des marchés financiers

Les perspectives d'améliorer la coopération en matière de surveillance des marchés financiers ont fait l'objet d'une nouvelle séance de négociation entre la Suisse et le RU le 11 décembre 1990 à Londres. Dans l'attente de la création d'un organe fédéral de surveillance (prévu dans le projet de la loi sur les bourses), un MOU devrait, à titre provisoire, faciliter entre les deux pays l'échange d'informations de nature administrative avant tout, l'axe principal restant celui de l'entraide judiciaire. A cet égard, un point de contact est censé voir le jour au DFF. Le Département of Trade and Industry a une nouvelle fois été rendu attentif au fait que la Suisse bénéficie

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

d'une marge de manoeuvre restreinte en matière de collaboration administrative. Sur la base d'une approche cas par cas, des informations non confidentielles pourraient être transmises, sans pour autant qu'elles soient d'accès aisé pour une instance étrangère. Il en irait également ainsi pour des informations non-publiques, sous condition que les personnes faisant l'objet d'investigations renoncent volontairement à la confidentialité des opérations visées.

Menée par le Ministre Lautenberg, la délégation suisse composée de représentants du DFF, de l'OFP, de la CFB et de la DDIP a soumis au DTI les éléments d'un MOU. Une fois que l'aval de l'instance ministérielle du DTI sera accordé, ce texte sera la base pour la rédaction définitive. Il est prévu de finaliser la négociation au cours du premier trimestre de l'année prochaine.

K. Jacobi

////

Copie: BRF    JAC    CM

NNNN

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

i.A.22.14.7.3.-CB/BMP

Bern, den 17. Dezember 1990

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 51/90

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Besuch Botschafter de Pury in Washington	2
2) Mission de l'Ambassadeur Pierre-Louis Girard en Amérique latine (Argentine/Chili/Equateur/Colombie/Venezuela/Jamaïque) du 22 novembre au 11 décembre 1990	3
3) 151. Sitzung der "groupe du travail no. 3" des "Comité politique" der OECD vom 6./7. Dezember 1990	6

1) besuch botschafter de pury in washington

besuch diente der bestandesaufnahme nach misserfolg in bruessel und exportkontrollfragen fuer hochtechnologie.

uruguay-runde (sicht der usa)

---

- us-administration schaezt bruessel als verlorene schlacht, sicher aber nicht als verlorenen krieg ein. deshalb besteht volle bereitschaft, weiterzuarbeiten. bedingung: eg muss ersten schritt im bereich landwirtschaft (lw) unternehmen.
- verhandlungen sollen aus scheinwerferlicht der medien genommen werden, und sich hinter den kulissen abwickeln. kreis beteiligter parteien soll klein gehalten werden und sich bildende loesungsplattform erst nach und nach geoeffnet werden. schlussmarathon soll dann gestartet werden, wenn konkrete aussicht auf erfolg in lw besteht, vermutlich um den 15. januar.
- sofern loesung im lw-bereich werden andere bereiche folgen, wenn auch nicht ohne schwierigkeiten (wichtigste problem-sektoren: dienstleistungen inkl. finanzdienstleistungen und trips). erfolg in lw unter folgenden zwei voraussetzungen moeglich:
  - kein "rebalancing"
  - substantielle und separate resultate in den bereichen interne subventionen, exportsubventionen und marktzutritt. ohne solche verpflichtung bestuende risiko, dass jetzige eg-agrarpolitik im gatt legalisiert wuerde.

usa sind bereit, in fragen der vorzusehenden reduktions-saetze in den drei lw-bereichen und der zeitlichen inkraftsetzung flexibilitaet zu zeigen.

controle des exportations (cocom)

---

etats-unis se sont declares prêts a mettre suisse des fevrier ou mars 1991 au benefice de licence generale d'exportation. cela veut dire que pour majorite des produits sous controle, exportations vers suisse pourront dorenavant se faire sans licences d'exportation individuelles. dans mesure ou obtenons memes arrangements des autres pays cocom qui ont introduit des licences generales (ru, allemagne), nous participerons a zone libre de licences qui est en train de se creer entre pays occidentaux (pays cocom, suisse, autriche, finlande, irlande). il s'agit la du retablissement du statut de non discrimination des entreprises suisses dans acces a technologie americaine et aussi allegement administratif considerable.

2) **Mission de l'Ambassadeur Pierre-Louis Girard en Amérique latine (Argentine/Chili/Equateur/Colombie/Venezuela/Jamaïque) du 22 novembre au 11 décembre 1990**

Délégation OFAEE composée de l'Ambassadeur P.-L. Girard et de J.-J. Maeder, Chef Service Amérique latine, a effectué entre le 22 novembre et le 11 décembre 1990 mission dans six pays latino-américains et Caraïbes (Argentine, Chili, Equateur, Colombie, Venezuela, Jamaïque). A chaque étape, la délégation a eu contacts à haut niveau avec principaux responsables de la politique économique - dont ministres économie, finances et gouverneurs Banque Centrale - ainsi qu'avec représentants associations faîtières du secteur privé national et communautés hommes d'affaires suisses. Programme extrêmement serré et substantiel a bénéficié soutien efficace de nos représentations diplomatiques et consulaires dans divers pays visités.

But du voyage était triple :

- Finaliser accord consolidation de dettes 249 millions de frs avec Argentine et procéder à signature accords crédits mixtes 60 millions de frs avec Chili et 40 millions de frs avec Colombie ainsi qu'accord protection et promotion des investissements avec Jamaïque.
- Discuter divers problèmes spécifiques bilatéraux (arriérés de paiements, protection de la propriété intellectuelle, prix et enregistrement des produits pharmaceutiques, discrimination des maisons suisses établies dans pays Pacte andin au plan échanges intrarégionaux, etc.), identifier nouveaux axes de coopération et jeter bases d'un renforcement cadre contractuel de nature à relancer relations économiques Suisse-Amérique latine/Caraïbes. Délégation a en particulier réitéré intérêt et disponibilité de la Suisse à conclure, respectivement à réactiver négociation APPI et/ou conventions de double imposition (CDI) avec pays visités.

Discussions ont également donné occasion exprimer disponibilité de la Suisse à soutenir, dans cadre volet commercial son programme coopération au développement, efforts ces pays en vue expansion et diversification leurs exportations.

- Procéder à large échange de vues sur efforts ajustement interne, libéralisation des échanges et insertion pays concernés dans économie mondiale ainsi que sur mouvements d'intégration entre Etats latino-américains et avec leurs voisins du Nord.

Visite a pris place sur toile de fond actuelle posée par préoccupation gouvernements visités quant à tournure négociations Uruguay Round et risque inhérent de résurgences protectionnistes, par espoirs engendrés en relation avec visite Président Bush et concrétisation son "Initiative for the Americas" de même que par nouvel élan insufflé à coopération régionale lors sommet Chefs d'Etat Pacte andin La Paz. Sous leadership vénézuélien, Groupe envisage se transformer en zone libre-échange jusqu'en 1992 et en marché commun jusqu'en 1995 (délai de réflexion de 6 mois accordé à Equateur).

Ces entretiens ont mis en évidence prise de conscience profonde nouvelles équipes gouvernementales en place sur caractère inéluctable d'ouverture et de libéralisation des économies de la région. Cohérence et qualité - même si à degrés divers - politiques exposées confortent espoir d'une possibilité de progrès en matière assainissement situation économique et financière régionale. A relever toutefois certaine fragilité politique gouvernements et institutions en place (cf. nouvelle rébellion militaire en Argentine, coalition boiteuse partis politiques en Equateur, hypothèque de la mise en place nouvelle assemblée constituante en Colombie, isolement des dirigeants au pouvoir au Venezuela), lourdes contraintes posées par service dette extérieure ainsi qu'existence situation sociale caractérisée par carences et inégalités souvent criantes.

Pays de la région restent confrontés aux défis d'une part réforme en profondeur structures économiques - en impliquant secteur privé généralement sclérosé par politiques protectionnistes suivies jusqu'ici -, qui leur permettront faire valoir leurs avantages comparatifs et potentialités au sein monde marqué par internationalisation croissante des activités de production et par risques de compartimentation des marchés et, d'autre part, intégration, dans cadre processus démocratique, de couches sociales et ethniques que tout sépare encore dans nombre de cas.

Délégation a saisi occasion ses entretiens avec représentants divers ministères finances et Banques Centrales pour dissiper tout malentendu concernant conséquences éventuelles

procédure adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale sur représentation pays en développement, notamment latino-américains, au Conseil d'administration ces institutions.

Mission a permis constater crédit dont jouissent Confédération et économie suisse dans pays visités. A été perçue par ces derniers comme expression de l'intérêt suisse à renforcement et dynamisation relations économiques et disponibilité à mesures d'appui additionnelles à leurs efforts de développement. Signification politique en a été vivement appréciée dans contexte international actuel dominé par développements extrarégionaux (intégration européenne, coopération avec pays de l'Est, etc.). Mission a posé premiers jalons pour toute une série d'actions concrètes dans secteurs investissements, commerce, aide financière et collaboration au niveau privé, qui feront objet rapport de mission circonstancié.

\* \* \*

3) 151. Sitzung der groupe du travail no. 3 des Comité politique der OECD vom 6./7. Dezember 1990

Die Sitzung der WP3, welche für Staaten der G10 offen ist, war überschattet von den Ereignissen in Brüssel und von einer Studie des OECD-Sekretariats über die USSR. Während erstere Lücken in den Länderdelegationen zur Folge hatten, beeinflusste letztere die Qualität des für die Sitzung vorbereiteten Berichtes. In vielen Abschnitten war er eine Kopie des anfangs November erstellten Papiers für das Economic Policy Committee.

In der Bewertung der Wirtschaftsentwicklung ergab sich eine grosse Übereinstimmung. Es sind in vielen Ländern Rezessionstendenzen zu beobachten. In den USA, dem UK, Kanada und Schweden hat die Rezession bereits begonnen. Auf der anderen Seite gibt es Volkswirtschaften, welche an der Grenze einer Überhitzung stehen (Deutschland und Japan). Die Beurteilung für den gesamten G10 Raum ist deshalb nicht allzu pessimistisch. Für die Jahre 1991 und 1992 wird jedoch allgemein eine Abflachung des Wachstums erwartet. Die USA und UK glauben, Mitte 1991 die Talsohle überwunden zu haben und erwarten im zweiten Semester 1991 positive Zuwachsraten für das Bruttoinlandprodukt. Obschon die Ölpreisentwicklung der letzten Monate einen geringeren Einfluss auf die Preise ausgeübt hat als gemeinhin erwartet, sind die Inflationstendenzen in den meisten Ländern ansteigend. Das Inflationsrisiko ist sowohl in den Ländern mit Rezession als auch in Ländern mit starkem Wirtschaftswachstum latent. Der Inflationbekämpfung wird deshalb erste Priorität zugeordnet. Vor allem die Geldpolitik soll in den Dienst der Inflationbekämpfung gestellt werden und restriktiv bleiben.

Die Wechselkursentwicklung, geprägt vom Rückgang des US-Dollars und der Stärkung der D-Mark, wird als logische Folge der unterschiedlichen Wirtschaftsentwicklungen angesehen. Es wird angenommen, dass sich der Dollar nicht mehr weiter abschwächen wird.

Die Unsicherheiten und Probleme der Finanzmärkte, welche als Financial Fragilities bezeichnet werden, sind heute noch kein systematisches Risiko des Finanzsektors. Die Probleme auf den Finanzmärkten sind unter anderem ein Abbild der unsicheren Wirtschaftsentwicklung. Daneben gibt es aber auch Probleme, welche nicht den gesamten internationalen Finanzmarkt betreffen, sondern länderspezifisch sind. Als Beispiele seien die zu grosse Zahl Banken oder die starke Spezialisierung und/oder Regionalisierung im amerikanischen Bankensektor erwähnt.



K. Jacobi



1. A. 22.14.7.3.

Betrifft: IH "rapides und normales" 51/90 vom 17.12.1990

Departementsvorsteher	Bundesrat René Felber	BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter von Salis	VSG
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei Pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Friederich	FRI
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Frankophoniedienst	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
	Hr. Hauswirth	HC
	Hr. Yersin	YO
	Hr. Brandel/Hr. de Luca	BL/LU
	Hr. Fotsch/Hr. Nobs	FOC/NB
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Minister von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Botschafter Hoffmann	HO
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC

Original direkt weitergeleitet

Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	MAT
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welti	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädgersdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Hadorn	HAD
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger Hr. Ziswiler	kel zis
CH-91	Botschafter Vallon	VAL

Zentralstelle Gute Dienste  
+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Loréтан, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)
- alle Bundesräte (für Info hebdo)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba		
Akkra		
Alger		
Amman		
Amsterdam		
Ankara		
Antananarive		
<u>Asuncion</u>		
Athen		
Atlanta		
Bagdad		
Bangkok		
Barcelona		
Beijing		
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>		
Belgrad		
Berlin/BRD		
Berlin/DDR		
Bogota		
Bombay		
Bonn		
Bordeaux		
Brasilia		
Brüssel+Mission		
Budapest		
Buenos Aires		
Bukarest		
Canberra		
Caracas		
Chicago		
Colombo		
<u>Conakry</u>		
Dakar		
Damaskus		
Dar es Salaam		
Den Haag		
Dhaka		
Djeddah		
Dublin		
Düsseldorf		
Frankfurt a/Main		
Genua		
Guatemala		
	Hamburg	
	Hanoi	
	Harare	
	Havanna	
	Helsinki	
	Hong Kong	
	Houston	
	Islamabad	
	Istanbul	
	Jakarta	
	Johannesburg	
	Kairo	
	Karachi	
	<u>Khartoum</u>	
	Kigali	
	Kinshasa	
	Kopenhagen	
	Kuala Lumpur	
	Kuwait	
	Lagos	
	La Paz	
	Lima	
	Lissabon	
	London	
	Los Angeles	
	<u>Luanda</u>	
	Luxembourg	
	Lyon	
	Madrid	
	Mailand	
	Manchester	
	Manila	
	<u>Maputo</u>	
	Marseille	
	Melbourne	
	Mexiko	
	Montreal	
	Monrovia	
	Montevideo	
	Moskau	
	München	
	Nairobi	
	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	
		Panama
		<u>Panmunjom</u>
		Paris (3)
		Prag
		Pretoria
		Quito
		Rabat
		Rio de Janeiro
		Rom
		San Francisco
		San José
		Santiago de Chile
		Sao Paulo
		Singapur
		Sofia
		Stockholm
		Strassburg+Europarat
		Stuttgart
		Seoul
		Sydney
		Teheran + Fremde Interessen
		Tel-Aviv
		Tokio
		Toronto
		Tripolis
		Tunis
		Vancouver
		Warschau
		Washington
		Wellington
		Wien
		Yaoundé
		Zagreb
		Riad
		+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH+DP*